

Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations

En 2008, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une baisse de 23,2 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts. La baisse est générale mais plus ou moins marquée selon les orientations. Le RCAI s'élève à 32 600 euros en moyenne en 2008, année marquée par de fortes disparités. La hausse exceptionnelle du prix du baril de pétrole pèse fortement sur les charges des agriculteurs, de façon directe par le fioul et indirecte par les engrais et amendements.

Source micro-économique, le Réseau d'information comptable agricole permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans toute leur diversité. Les données recueillies par le RICA se situent dans un cadre méthodologique et conceptuel différent de celui des comptes macroéconomiques, dont elles complètent le diagnostic.

Un retour à 2006

En 2008, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une chute de 21,3 % du résultat courant avant impôts, un an après la forte hausse de 25 % de 2007. En valeur réelle¹, la baisse est de 23,2 %. Le RCAI retrouve en 2008 son niveau de 2006, avec 32 600 euros en moyenne par exploitation.

La production globale (157 100 euros) diminue très légèrement en valeur. Les ventes de l'année progressent de 6,9 %. La valeur des stocks chute fortement.

Les charges d'approvisionnement augmentent sensiblement (+ 16,7 %) et s'élèvent à 59 300 euros en moyenne. La plupart des postes de charges sont en hausse, situation similaire à l'année précédente. Les charges en engrais progressent de 23,9 % (après une hausse de 5,6 % l'année précédente). Les dépenses en aliments concentrés augmentent de 20,4 %, après avoir déjà augmenté de 18,4 % l'année précédente. Les dotations aux amortissements augmentent légèrement en 2008. Les charges financières sont en hausse plus marquée.

Le montant total des subventions d'exploitation (29 300 euros) progresse très légèrement

1. Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 2,49 % entre 2007 et 2008). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

en 2008. Comme le RCAI diminue fortement dans le même temps, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts bondit. Toutes exploitations confondues, il s'établit en moyenne à 90 % et retrouve ainsi son niveau de 2006.

La capacité d'autofinancement (CAF) chute de 11 % en moyenne. Or, les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, progressent sensiblement. Dans ces conditions, l'autofinancement (solde de la CAF et des prélèvements) s'effondre de plus de 32 %.

En terme de trésorerie réelle, le tableau est moins défavorable. L'excédent de trésorerie d'exploitation ne baisse que de 1,6 %, ce qui peut expliquer en partie d'ailleurs l'évolution des prélèvements.

Le stock de dettes (140 800 euros) est en progression d'un peu moins de 6 %.

Accroissement des disparités du RCAI sur l'ensemble des exploitations

En 2008, la moitié des exploitations agricoles professionnelles dégage un résultat courant avant impôts (RCAI) supérieur à la valeur médiane de 22 300 euros. Selon les orientations technico-économiques (OTEX), les valeurs médianes du RCAI s'échelonnent entre 12 100 euros pour l'élevage ovin à 33 800 euros pour le secteur grandes cultures. Les disparités moyennes entre orientations ont peu varié ces dernières années. Sur les huit dernières années le secteur vins d'appellation d'origine dégage le meilleur résultat, alors que le secteur des ovins, autres herbivores a le plus faible. Mais sur les années récentes, les facteurs conjoncturels ont fréquemment bouleversé les positions respectives des différentes OTEX.

Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du RCAI s'échelonnent entre 4 100 euros pour les « petites » exploitations (de 8 à 16 unités de dimension européenne UDE – 12 à 24 hectares équivalent blé) et 90 300 euros pour les « très grandes » exploitations (de plus de 250 UDE – plus de 375 hectares équivalent blé).

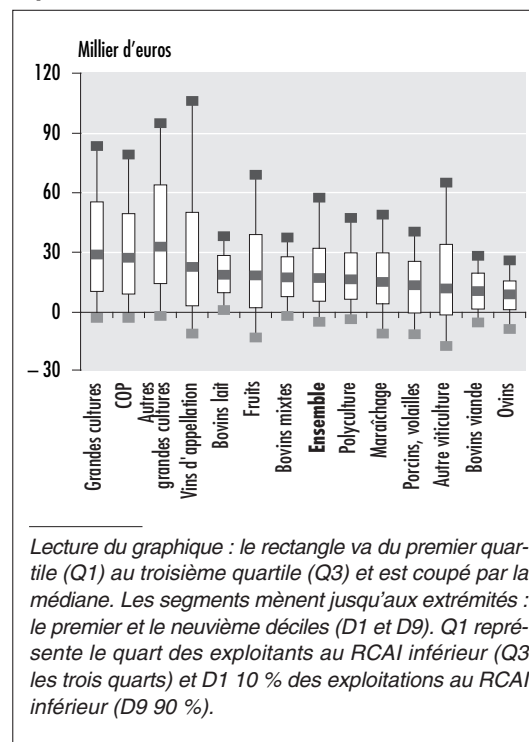
Des disparités de revenu par actif plus fortes en productions végétales qu'en productions animales

Le revenu médian par actif atteint 17 000 euros en 2008. Il atteint 28 700 euros

pour les grandes cultures, mais est inférieur à 10 400 euros pour les éleveurs de bovins viande et d'ovins, caprins et autres herbivores. Pour les revenus par actif les plus élevés, la viticulture d'appellation sort largement en tête : les 25 % des exploitations viticoles les mieux placées ont un revenu une fois et demie plus élevé que pour l'ensemble des exploitations. Toujours pour la même spécialisation, le rapport passe à 2 pour les 10 % d'exploitations aux revenus les plus élevés.

Mais à ces différences entre spécialisations, s'ajoutent de très fortes disparités internes. Dans toutes les spécialisations, des revenus très élevés et des revenus très faibles existent dans des proportions différentes. Cet « éventail » des revenus est très ouvert en viticulture, en grandes cultures et en arboriculture fruitière pour l'année 2008. L'intervalle interquartile (voir définitions) est respectivement de 47 000, 45 000 et 37 000 euros pour ces trois secteurs contre 27 000 euros toutes exploitations confondues. En production animale, l'« éventail » est plus resserré. L'intervalle interquartile est de seulement 14 000 euros pour les éleveurs d'ovins, 18 000 et 19 000 pour les éleveurs de bovins viande et bovins lait et de 26 000 euros pour les éleveurs de porcins, volailles.

Disparités du résultat courant par UTANS en 2008 selon l'orientation



Lecture du graphique : le rectangle va du premier quartile (Q1) au troisième quartile (Q3) et est coupé par la médiane. Les segments mènent jusqu'aux extrémités : le premier et le neuvième déciles (D1 et D9). Q1 représente le quart des exploitants au RCAI inférieur (Q3 les trois quarts) et D1 10 % des exploitations au RCAI inférieur (D9 90 %).

Source : RICA 2008

On retrouve ces disparités internes liées aux spécialisations dans les résultats régionaux. Les exploitations champenoises, toutes orientations confondues, obtiennent des résultats par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes. Au contraire, c'est dans la région Aquitaine que ces revenus sont les plus faibles. Les mauvais résultats en viticulture d'appellation sont à l'origine de ce constat. La région Aquitaine est en difficulté dans ce secteur, son RCAI par actif (16 500 euros) est en forte chute (- 19 %). La Champagne-Ardenne, malgré une chute marquée de 41 % de son résultat, obtient le niveau de revenu par actif le plus élevé (84 000 euros). Dans l'orientation grandes cultures, la région Champagne-Ardenne affiche un revenu par UTANS médian d'environ 61 900 euros contre 5 300 en Aquitaine. En bovins viande, la médiane du résultat par UTANS se situe à 18 800 euros pour le Languedoc-Roussillon alors qu'elle n'est que de 1 800 euros pour la région Aquitaine, les autres régions spécialisées affichant des résultats entre 3 900 et 17 100 euros.

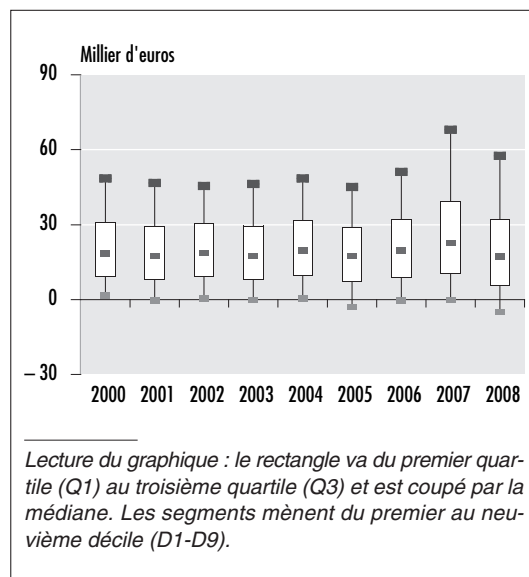
La baisse du revenu de 2008 s'accompagne d'une progression des inégalités

En 2000, la moitié des exploitations, celles aux plus faibles revenus, se partageait 20 % du revenu global contre 17 % en 2008. À l'inverse, la moitié de ce revenu global revenait en 2000 à 20 % des exploitations bénéficiant des plus hauts revenus et à seulement 18 % en 2008. La concentration des revenus agricoles s'est donc renforcée entre 2000 et 2008 au profit des exploitations aux plus hauts revenus – ou au détriment de celles déga-

geant les plus bas revenus. Le coefficient de Gini qui mesure de manière synthétique cette concentration est passé de 0,45 à 0,49. L'évolution est sensiblement la même lorsqu'il est calculé sur le résultat courant par travailleur non salarié.

La progression des disparités se constate de manière très nette sur les deux dernières années, 2007 et 2008, fortement marquées par des fluctuations importantes du revenu par exploitation ou par actif. De 2000 à 2006, l'intervalle interquartile reste assez stable (entre 21 300 euros et 23 300 euros jusqu'à 2006). Il progresse fortement en 2007 (29 200 euros) et 2008 (26 900 euros). En 2007, la hausse

Disparités du résultat courant par UTANS depuis 2000



Source : RICA

Évolution de l'indice de Gini depuis 2000

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
RCAI	0,45	0,47	0,44	0,45	0,45	0,46	0,46	0,48	0,49
RCAI/UTANS	0,43	0,45	0,42	0,43	0,43	0,43	0,43	0,51	0,51

Source : RICA

Répartition des exploitations selon l'évolution en valeur réelle du RCAI

En %

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Baisse supérieure à 30 %	29	31	27	32	27	34	23	25	43
Baisse entre 30 et 0 %	22	22	19	22	18	23	20	16	20
Hausse entre 0 et 30 %	18	17	17	15	18	16	18	16	14
Hausse supérieure à 30 %	31	29	37	31	37	27	39	44	23

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon 2 années consécutives.

Source : RICA

exceptionnelle du prix du blé avait gonflé le revenu des céréaliers et impacté négativement les filières animales par le biais des charges en alimentation du bétail qui est à l'origine de cette plus grande dispersion. En 2008, les prix des céréales sont redescendus, mais le coût de l'énergie a provoqué des baisses pour une majorité d'exploitations.

En 2008, le nombre d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (119 000) est très inférieur au nombre d'exploitations qui reculent (207 000). Depuis 2000, la part des exploitations qui reculent (63 %) n'a jamais été aussi importante. La baisse est même supérieure à 30 % pour 43 % des exploitations en 2008.

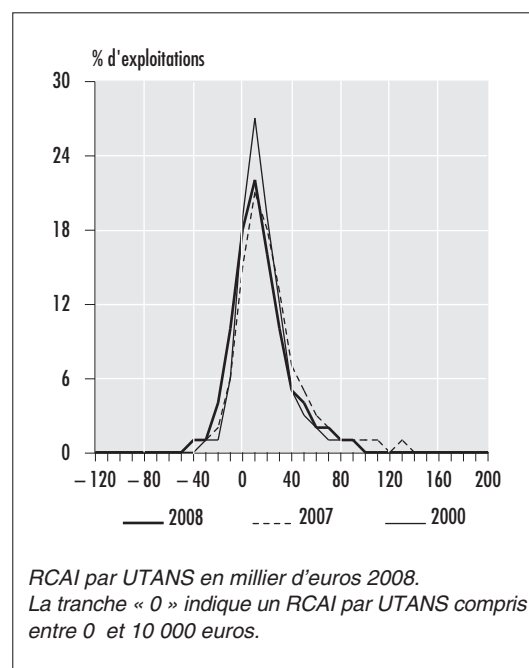
Le coefficient de variation représente le rapport entre l'écart type et la moyenne de la variable étudiée. Il constitue un indicateur synthétique de la dispersion du RCAI par actif. Plus grand est le coefficient de variation, plus forte est la dispersion. Afin d'éviter l'effet du renouvellement des exploitations dans l'échantillon du RICA, cette dispersion a été calculée sur un « cylindre » d'exploitations présentes chaque année depuis 2000, soit 2 700 exploitations.

Le coefficient, toutes exploitations confondues, oscille entre 8 et 10 qui est le point haut de 2008. L'élargissement du champ à l'étude par orientation confirme que l'année 2008 est une année d'accroissement de la dispersion du revenu par actif pour la plupart des orientations.

tations. Sur la période 2000-2008, la valeur du coefficient de variation du RCAI par actif est maximale pour l'année 2008 pour 6 des 11 orientations.

Ce renforcement de la concentration peut également être mis en évidence sur la courbe de distribution du revenu par un plus grand étalement : en 2007 et 2008, il y a moins d'exploitations

Distribution du RCAI par UTANS en 2000, 2007 et 2008



Source : RICA 2000, 2007 et 2008

Évolution du coefficient de variation annuel du RCAI par UTANS selon l'orientation

Orientation	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Ensemble	8,4	8,8	7,6	9,2	8,7	9,2	8,3	9,1	10,4
Grandes cultures	7,2	8,0	6,2	6,6	6,0	6,9	6,0	5,8	6,8
Céréales, oléagineux, protéagineux	6,5	7,5	6,1	6,2	5,9	6,5	6,1	5,0	6,8
Autres grandes cultures	8,1	7,2	6,0	6,8	6,0	6,9	5,2	7,8	6,6
Maraîchage, horticulture	7,6	6,3	6,1	7,4	16,8	8,6	8,9	20,6	25,3
Vins d'appellation d'origine	8,9	9,2	8,1	12,9	10,8	13,5	13,1	13,3	14,9
Autre viticulture	10,0	16,7	15,6	7,3	10,2	28,7	32,0	22,0	18,6
Fruits	9,7	10,0	9,3	9,0	9,1	32,0	6,4	8,4	9,7
Bovins lait	4,5	5,4	5,2	6,1	4,9	5,1	5,5	5,2	6,0
Bovins viande	7,6	6,9	6,7	7,7	6,8	5,3	5,5	6,6	9,2
Bovins mixtes	5,7	7,1	5,3	4,7	6,3	4,2	3,4	4,5	5,8
Ovins, autres herbivores	5,8	7,1	5,3	7,1	6,2	8,1	6,1	5,9	10,2
Porcins, volailles	7,2	5,6	7,5	6,2	11,1	4,8	6,2	7,6	12,9
Polyculture, polyélevage	5,9	6,1	5,9	7,5	5,4	6,2	6,4	6,5	8,3

Champ : exploitations présentes depuis 2000 jusqu'à 2008 (2 693 exploitations).

Source : RICA

autour de la moyenne qu'en 2000, mais le nombre d'exploitations à revenu faible ou élevé augmente.

Un peu plus de 52 000 exploitations (soit 16 % de l'ensemble) ont été déficitaires en 2008. Toutes les orientations sont concernées. Depuis 2000, cette proportion n'avait jamais été aussi importante. Ce ratio oscille entre 9 % dans l'orientation bovins lait et monte jusqu'à 29 % en autre viticulture.

À l'opposé, 14 % des exploitations ont un résultat supérieur à 70 000 euros. C'est le cas pour seulement 2 % des éleveurs de bovins viande et d'ovins contre 26 % des exploitations de la filière viticulture d'appellation.

Tous les indicateurs de dispersion sont convergents : les disparités de revenu ont progressé en 2007 et 2008. Le revenu médian, les quartiles Q1 et Q3 et le neuvième décile D9 en 2007 n'ont jamais été aussi élevés depuis 2000. L'année 2008 est tout l'opposé. Le revenu médian, le quartile Q1 et le décile D1 n'ont jamais été aussi faibles depuis 2000. Les bas revenus sont les plus touchés : 16 % des exploitations sont déficitaires.

Une baisse du résultat généralisée

En 2008, le résultat courant avant impôts est en baisse dans toutes les orientations sans exception. La baisse est particulièrement marquée pour les éleveurs d'ovins et de bovins viande avec des évolutions respectives de l'ordre de - 27 % et - 32 %. La situation est particulièrement difficile pour ces deux orientations qui avaient déjà constaté une baisse en 2007 : - 8 % pour les éleveurs d'ovins et - 27 % déjà pour les éleveurs de bovins viande. Leur résultat atteint un niveau extrêmement faible : 13 700 euros en moyenne pour les éleveurs de bovins viande et 13 400 euros pour les éleveurs d'ovins, secteur connu pour être le moins profitable des grands secteurs agricoles.

Les **grandes cultures** qui avaient connu plusieurs années difficiles, avant un rétablissement en 2006 (+ 48 %) et une situation exceptionnelle en 2007 (+ 74 %), enregistrent une baisse de 23 % (29 % pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux, protéagineux) en 2008. Le résultat courant atteint tout de même 45 700 euros en moyenne en 2008.

Les exploitations spécialisées en **viticulture d'appellation** ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à l'autre. Après deux baisses consécutives en 2005 et 2006, le RCAI enregistre une vive hausse en 2007 (+ 27 %) avant une baisse presque équivalente en 2008 (- 23 %). Il s'élève en moyenne à 48 900 euros par exploitation, un niveau proche de l'année 2006. Mais ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent naturellement entre les différentes régions viticoles françaises. La région Languedoc-Roussillon est en grande difficulté, son RCAI déjà faible est en forte chute (- 71 %). La Provence s'en sort relativement mieux avec une baisse réduite de l'ordre de 6 %. En Aquitaine, le recul du RCAI est de 20 %. La situation reste relativement confortable pour les régions viticoles de la moitié nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne. La région Champagne-Ardenne, malgré une chute marquée d'un peu plus de 36 % de son résultat, obtient le niveau de revenu le plus élevé (110 200 euros). La Bourgogne, quant à elle, est la seule grande région viticole à voir son résultat progresser : il atteint désormais 78 800 euros en moyenne.

Après la crise de 2007 dans le **hors-sol** avec une baisse de 46 % du RCAI, la chute est de l'ordre de 13 % en 2008 et le RCAI s'établit à 20 300 euros. Les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs spécialisés ont des évolutions de revenu totalement différentes. Pour les premiers la baisse est contenue : le RCAI baisse de 4 %. Pour les seconds le

Part de la population ayant un RCAI par UTANS négatif ou nul

En %

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
RCAI ≤ 0	8	11	10	10	10	13	10	10	16

Source : RICA

constat est plus alarmant. En effet le RCAI moyen dans ce secteur est de seulement 1 700 euros.

Le RCAI des éleveurs de **bovins laitiers** est en baisse de 9 %. Il s'élève à 31 100 euros en moyenne par exploitation. La situation est contrastée selon les régions. Le RCAI progresse en Franche-Comté et en Auvergne (respectivement + 7 % et + 18 %) mais chute en Bretagne (- 14 %).

Le résultat des exploitations spécialisées en **autre viticulture** recule de près de 13 % après un redressement en 2006 et 2007. La baisse est variable selon les régions. Le vignoble méditerranéen connaît une situation stable par rapport à l'année précédente. Le RCAI des exploitations viticoles du Languedoc-Roussillon progresse fortement mais reste à un niveau relativement faible. Enfin, le vignoble de Poitou-Charentes affiche des niveaux de résultats élevés malgré une baisse de RCAI d'un peu moins de 19 %.

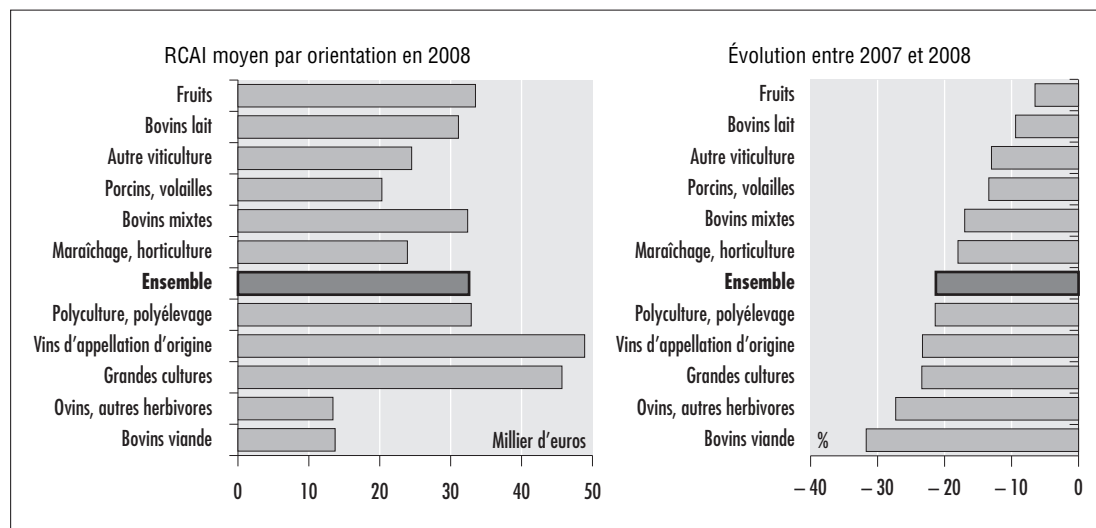
En **arboriculture fruitière** la baisse du RCAI est contenue (- 6 %) car la situation de l'année 2007 était mauvaise : le RCAI s'élève à 33 500 euros en moyenne en 2008, niveau un peu plus haut que la moyenne toutes orientations confondues.

Charges courantes : des dépenses en énergie en forte hausse

En 2008, les charges courantes s'élèvent à 156 300 euros, moyenne nettement supérieure au niveau de 2007 (+ 8,9 %). Elles avaient déjà augmenté de 5,5 % en 2007. Pour l'ensemble des exploitations, la structure de répartition des charges reste globalement stable. Ainsi, pour 100 euros de charges courantes, 59 sont liés aux structures des exploitations, 38 sont liés aux approvisionnements et 3 sont liés au loyer de l'argent. Le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 83 % du produit brut (allant jusqu'à 94 % pour les élevages de porcins, volailles). Ce ratio s'élevait à 77 % en 2007 et 80 % en 2006. En 2008, 16 % des exploitations doivent faire face à des dépenses supérieures à leurs ressources (25 % des éleveurs de porcins, volailles). Ce ratio était de 10 % en 2007.

Le prix de l'énergie a connu ces dernières années de fortes augmentations. En 2008, les exploitants agricoles doivent de nouveau faire face à une flambée du prix du baril de pétrole jamais vue. Le fioul domestique a atteint un pic record pendant l'été 2008 à près de

Baisse du RCAI dans toutes les orientations



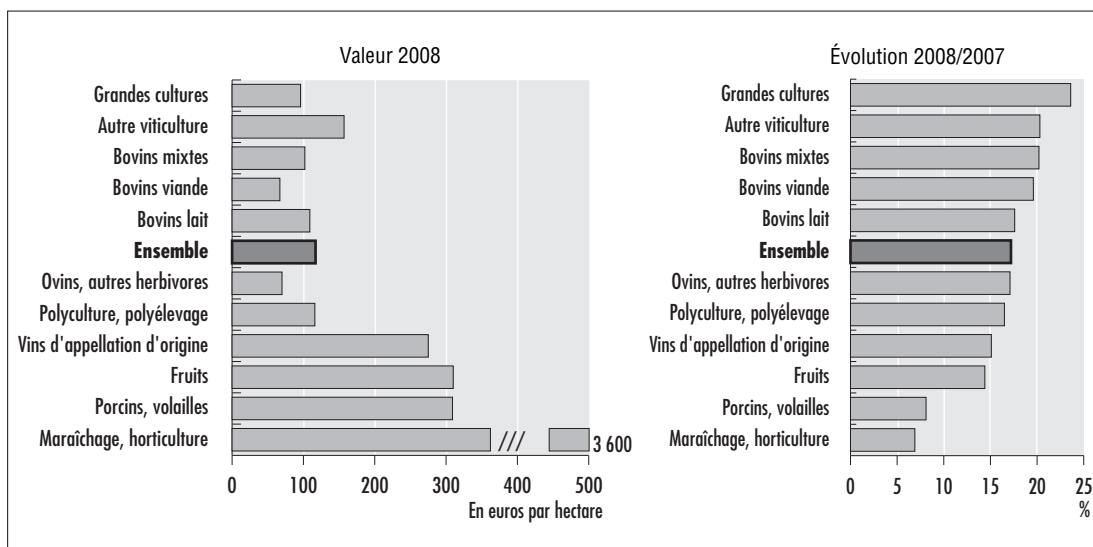
Source : RICA 2007 et 2008

100 euros par hectolitre. Ces hausses du prix de l'énergie ont des répercussions immédiates en agriculture, notamment sur les charges des agriculteurs.

En 2008, les dépenses consacrées à l'énergie font un bond de 22 % pour atteindre 9 400 euros en moyenne (contre 7 800 euros

en 2007). Toutes les orientations voient leurs dépenses en énergie augmenter. Ramenées à l'hectare et pour l'ensemble des exploitations, ces charges progressent de 20,2 % et s'élèvent à 117 euros par hectare (contre 97 euros par hectare en 2007). La part des dépenses en énergie représente cependant encore une part réduite du total des charges (6 %).

Charges en énergie à l'hectare en 2008



Source : RICA 2007 et 2008

Charges courantes en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2008 millier d'euros	Évolution 08/07 %	Structure en 2008 %
I - Charges d'exploitation	151,4	+ 8,9	96,9
Approvisionnement	59,3	+ 16,7	38,0
Engrais et amendements	10,7	+ 23,9	6,9
Semences et plants	5,9	+ 12,0	3,8
Produits phytosanitaires	8,6	+ 12,6	5,5
Aliments concentrés	18,5	+ 20,4	11,8
Aliments grossiers	1,6	+ 6,9	1,0
Produits vétérinaires	2,5	+ 5,4	1,6
Fournitures	5,1	+ 0,4	3,3
Énergie stockée	6,5	+ 29,0	4,2
Autres charges d'exploitation	92,1	+ 4,5	58,9
Énergie non stockée	2,9	+ 8,0	1,9
Travaux pour cultures et élevages	8,7	+ 7,4	5,6
Loyers et fermages	11,0	+ 4,2	7,0
Entretien des bâtiments et du matériel	7,1	+ 6,0	4,5
Assurances	4,8	+ 7,8	3,1
Charges de personnel	11,1	+ 2,3	7,1
Impôts et taxes	1,9	+ 2,3	1,2
Amortissements	27,1	+ 3,6	17,3
Autres	17,5	+ 4,1	11,2
II - Charges financières	4,9	+ 7,8	3,1
Charges financières à long ou moyen terme	3,6	+ 6,6	2,3
Charges financières à court terme	1,2	+ 11,4	0,8
I + II - Charges courantes	156,3	+ 8,9	100,0
Dont énergie totale	9,4	+ 21,7	6,0

Source : RICA 2007 et 2008

Par ailleurs, la plupart des exploitations subissent également, mais de manière indirecte, l'impact de cette hausse du prix de l'énergie à travers l'augmentation des charges en engrais et amendements. Celles-ci progressent en effet de 24 % en 2008 et s'établissent à 10 700 euros en moyenne (contre 8 700 euros en 2007). Chez les exploitations de grandes cultures par exemple, ces dépenses en engrais et amendements ont augmenté de 31 %, elles s'élèvent désormais à 22 400 euros.

D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement.

La part des charges d'énergie dans le total des charges est proche de 6 % dans de nombreuses orientations. Mais le maraîchage, horticulture présente un ratio supérieur à 10 %. Au contraire, pour la viticulture d'appellation, ce ratio est très faible (3 %).

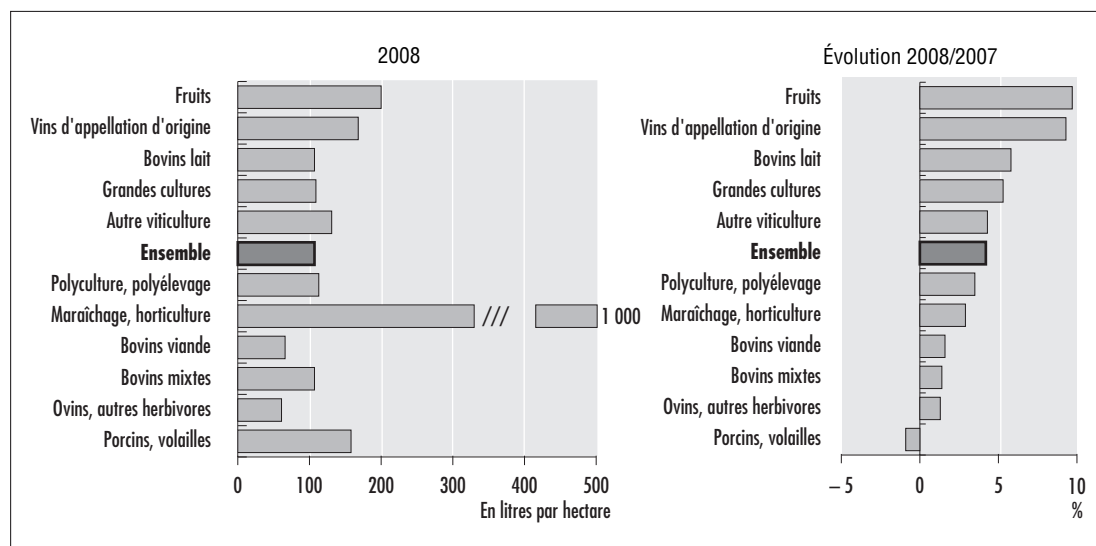
Ramenées à l'hectare, les dépenses en énergie s'échelonnent en 2008 entre 67 euros en bovins viande et 3 600 euros en maraîchage, horticulture. En effet dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites (7 ha en moyenne) mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées. Les charges à l'hectare sont également élevées dans les orientations de fruits,

de porcins-volailles, et de vins d'appellation où le ratio dépasse les 275 euros. Les élevages de ruminants présentent quant à eux bien sûr une dépense en énergie à l'hectare réduite, de 109 euros.

La consommation d'énergie est depuis 2004 suivie en valeur, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers (fioul domestique, gaz propane ou butane). En 2008, les exploitations agricoles suivies par le RICA ont consommé en moyenne 8 600 litres de fioul domestique, soit 6 % de plus qu'en 2007.

La consommation de fioul par hectare augmente d'un peu plus de 4 % et s'établit à 107 litres en moyenne. Après deux années 2006 et 2007 de réduction de la consommation de fioul dans la plupart des orientations, l'année 2008 voit l'ensemble des orientations augmenter leur consommation de fioul à l'hectare, à l'exception notable de l'orientation porcins, volailles. L'orientation maraîchage, horticulture conserve évidemment la plus forte consommation à l'hectare (1 000 l), loin devant l'arboriculture fruitière (200 l) et la viticulture d'appellation (170 l). Ce sont les orientations à dominante animale, notamment les élevages de ruminants, qui présentent la consommation en volume par hectare la plus faible. Les éleveurs d'ovins et de bovins viande ont ainsi consommé respectivement 61 et 66 l de fioul en moyenne par hectare en 2008.

Consommation de fioul à l'hectare en 2008



Source : RICA 2007 et 2008

En 2008, les dépenses en gazole à la pompe s'établissent à 880 euros en moyenne par exploitation, soit 12 % de plus qu'en 2007. Avec 1 700 euros en moyenne par exploitation, les dépenses en électricité progressent de 6 %, soit moins vite que les produits pétroliers. Elles représentent ainsi 18 % des dépenses totales en énergie (contre 21 % en 2006 et 2007).

Bilan des exploitations agricoles et rentabilité en 2008

En 2008, l'actif s'élève à 381 100 euros en moyenne : + 5 % par rapport à 2007. L'endettement atteint 140 800 euros, niveau nettement supérieur à 2007 (+ 6 %). Mais la situation est différente selon les orientations : le stock de dettes baisse fortement en arboriculture fruitière (- 8 %) et au contraire progresse pour les exploitations de grandes cultures, de bovins mixtes et de porcins, volailles (entre + 7 % et + 8 %).

L'endettement des exploitations est très dispersé. Il est inférieur à 20 000 euros pour 16 % d'entre elles tandis que pour 27 % il dépasse les 170 000 euros. L'endettement est très lié à la dimension économique. Ainsi les grandes et très grandes exploitations (de 150 équivalent-hectare-blé et plus), qui ne représentent que 25 % de l'effectif total, concentrent à elles seules 52 % de l'endettement. Ce sont les exploitations spécialisées dans le hors-sol qui sont les plus endettées car elles nécessitent de lourds investissements. En 2008, leur

endettement moyen atteint 209 500 euros contre 78 000 euros pour les élevages d'ovins et d'autres herbivores qui affichent le niveau de dette le plus faible.

L'ensemble des emprunts, de long ou moyen terme, progresse de 5 % (90 400 euros en moyenne par exploitation). Les emprunts fonciers augmentent fortement (+ 10 %). Les emprunts pour bâtiments augmentent également (+ 8 %), pour financer notamment la mise aux normes des bâtiments d'élevage. Ils s'élèvent en moyenne à 18 700 euros par exploitation. L'ensemble des dettes à court terme augmente dans les mêmes proportions (+ 11 %). Elles représentent en moyenne 5 500 euros en 2008.

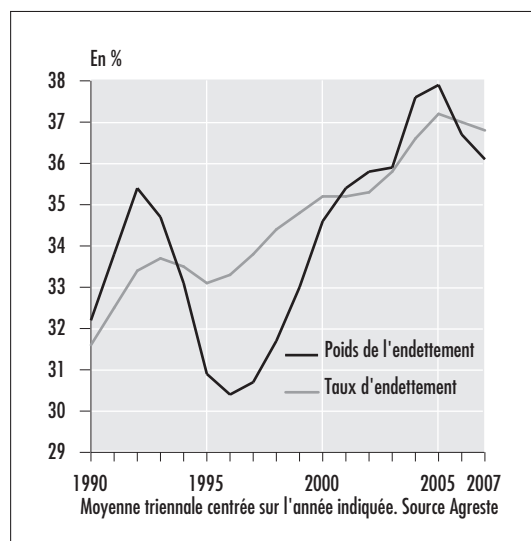
Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif) des exploitations professionnelles s'élève en 2008 à 37 %, niveau légèrement supérieur à celui de 2007.

Le poids de l'endettement (frais financiers et remboursements d'emprunts rapportés à l'excédent brut d'exploitation EBE) atteint en moyenne 38,7 % en 2008. Il progresse de 6 points par rapport à l'année précédente, en lien avec la baisse de l'EBE. Ce ratio est très sensible aux performances économiques de l'année. Il augmente fortement dans les orientations dont les résultats ne sont pas bons, par exemple pour la filière bovins viande avec une hausse de 7 points entre 2007 et 2008.

Toutefois, calculés en moyenne mobile sur trois ans, le poids de l'endettement et le taux d'endettement sont en repli pour la seconde fois consécutive, alors qu'ils n'avaient cessé d'augmenter depuis 1996.

En 2008, la rémunération du travail annuel salarié sur l'exploitation s'établit en moyenne à 16 500 euros par UTA salariée. L'exploitation emploie en moyenne 1,44 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Si l'on admet que le travail non salarié est rémunéré de la même manière que le travail salarié, en moyenne 23 700 euros sont dédiés à la rémunération de l'ensemble des UTANS par exploitation. Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 32 600 euros en 2008. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (9 500 euros en moyenne) et la rémunération conventionnelle des UTA non salariées de l'exploitation, la rémunération des capitaux

La tendance récente de l'endettement est orientée à la baisse



Source : RICA

propres consacrés à l'exploitation est déficitaire de 700 euros. Les capitaux propres se montent quant à eux à 240 100 euros en moyenne par exploitation. La rentabilité estimée moyenne des capitaux propres en 2008 est, sous les hypothèses retenues, négative (- 0,3 %).

Cette rentabilité estimée est plus élevée dans les orientations grandes cultures et vins d'appellation que pour les éleveurs d'ovins et de porcins, volailles pour lesquelles ce ratio est négatif.

Bilan à la clôture de l'exercice en 2008 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2008	Valeur 2008	Évolution 08/07 %	Détail du passif 2008	Valeur 2008	Évolution 08/07 %
Actifs immobilisés	240,3	5,5	Capitaux propres	240,1	3,9
Actifs incorporels	2,2	20,8	Situation nette	231,7	4,0
Terrains	43,6	4,9	Subventions d'investissement	8,4	- 0,1
Aménagements	3,1	4,6	Ensemble des dettes	140,8	5,6
Constructions	55,8	7,4	Dettes à long ou moyen terme	90,4	5,4
Installations spécialisées	9,1	7,7	Emprunts à court terme	5,5	11,2
Matériel	64,4	6,8	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,5	8,6
Plantations	8,2	2,9	Dettes auprès des fournisseurs	24,8	5,2
Animaux reproducteurs	39,0	2,1	Dettes sociales	3,2	4,0
Autres immobilisations corporelles	7,9	2,2	Dettes auprès de l'État	1,2	5,6
Actifs financiers	7,0	2,1	Dettes sur immobilisations	1,5	- 9,4
Actifs circulants	139,4	2,9	Avances et acomptes reçus	0,9	2,2
Stocks	86,3	3,6	Autres dettes	5,7	8,0
Valeurs réalisables	32,7	2,4			
Valeurs disponibles	20,4	1,1			
Régularisation actif	1,3	2,1	Régularisation passif	0,1	24,7
Total actif	381,1	4,5	Total passif	381,1	4,5

Source : RICA 2007 et 2008

Rentabilité des capitaux propres en 2008

	Toutes exploitations confondues	Grandes cultures	Vins d'appellation d'origine	Autre viticulture	Fruits	Ovins	Porcins, volailles
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	326,0	74,5	32,8	11,1	9,1	19,2	13,3
Surface agricole utilisée (ha)	80,3	117,4	19,1	35,4	29,6	82,9	41,9
Rémunération de la main-d'œuvre salariée (1)	16,5	17,0	17,8	16,0	15,7	14,4	16,7
Travail non salarié en UTA (UTANS) (2)	1,44	1,29	1,41	1,22	1,42	1,39	1,52
Rémunération totale des UTA non salariée (3) = (1)* (2)	23,7	22,0	25,1	19,5	22,3	20,1	25,4
Résultat courant avant impôts (4)	32,6	45,7	48,9	24,5	33,5	13,4	20,3
Charges sociales de l'exploitant (5)	9,5	11,7	12,4	7,0	9,0	5,7	9,3
Revenu de l'exploitant (6) = (4) - (5)	23,1	33,9	36,5	17,5	24,5	7,7	11,0
Capitaux propres (7)	240,1	218,2	419,6	278,4	179,4	170,0	156,1
Rémunération des capitaux propres (8) = (6) - (3)	- 0,7	11,9	11,4	- 2,0	2,2	- 12,4	- 14,4
Rentabilité des capitaux propres (%) (8)/(7)	- 0,3	5,5	2,7	- 0,7	1,3	- 7,3	- 9,2
Rentabilité des capitaux propres en 2007 pour rappel	4,4	15,5	6,5	1,5	3,0	- 4,2	- 9,8

Source : RICA 2007 et 2008